



12-02-2014

Après le 6 février : Sans attendre, frappons plus fort

La suppression des cotisations de la branche famille, les exonérations sociales diverses constituent le plus grand hold-up sur les salaires connu jusqu'ici. Personne ne dit rien si ce n'est que pleurer sur ces mesures sans les combattre. Les cotisations sociales, c'est un prélèvement sur le travail, c'est une part des salaires non versés aux travailleurs, mise en commun pour répondre aux besoins collectifs de protection sociale. C'est ce qu'on appelle le salaire socialisé. Cette part de salaire dont l'efficacité n'est plus à prouver est convoitée depuis la création et le développement de la protection sociale par les patrons qui considèrent qu'ils en sont propriétaires. La bataille idéologique sur cette question ne connaît pas de répit, et pour cause, les sommes sont considérables. **Chaque année (depuis 2009) les entreprises s'accaparent de 30 à 33 milliards de cotisations sociales sur les bas salaires sans aucune conséquence sur l'emploi.**

Le pouvoir à l'origine de ces exonérations aggrave sans cesse les conditions d'accès à la santé, à la retraite en prétextant les déficits sociaux alors qu'il en est l'organisateur.

En supprimant les cotisations sur la branche famille c'est un nouveau hold-up sur les salaires et des difficultés supplémentaires pour les travailleurs.

35 milliards vont être ponctionnés sur le travail pour terminer dans les poches des actionnaires des entreprises.

Ce vol organisé n'émeut pas les politiques et les centrales syndicales. Si quelques-uns se fendent en protestations aucun n'appelle à l'abolition des mesures prises par le pouvoir socialiste et ses alliés.

Les droites applaudissent, les centrales syndicales et le front de gauche demandent des "contreparties".

Les patrons peuvent voler allègrement les salaires des travailleurs, ils ont la bénédiction du pouvoir et personne ne les inquiète.

Après initiative du 6 février qui a démontré de réelles possibilités d'engager la lutte, il faut maintenant la développer sans attendre. C'est la seule façon d'imposer un coup d'arrêt au patronat et au gouvernement.

C'est ce que « Communistes » soutient.